

Malheureusement, contrairement à la préférence clairement exprimée par les délégations lors du présent PrepCom, cela signifierait la cession d'une autorité encore plus grande au Secrétariat. L'alternative est de réduire le nombre de points du programme et de décrire les objectifs et les activités en termes plus généraux et plus politiques.

Finalement, le degré d'engagement politique que sous-entend la signature d'Agenda 21 par les leaders, à Rio de Janeiro, n'est pas clair. S'agira-t-il d'une liste d'objectifs et d'activités à titre indicatif ou d'une série d'engagements internationaux que les gouvernements seront tenus de respecter, dans leur propre pays comme sur le plan international ? La plupart des délégations penchent vers la première définition, mais dans la vision de M. Strong, il s'agit plutôt de l'autre. Pour finir, les gouvernements détermineront probablement leur niveau d'engagement à titre individuel par les actions qu'il prendront dans leurs pays pour la mise en oeuvre d'Agenda 21.